

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 20 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées** Visite d'inspection du 23 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CA Grand Châtelleraut**

Lieu-dit « L'Oisillon »  
86210 Bonneuil-Matours

Références : 2026 445 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007210459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mars 2026 de la déchetterie exploitée par la CA Grand Châtelleraut et implantée lieu-dit « L'Oisillon » 86210 Bonneuil-Matours. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CA Grand Châtelleraut
- Lieu-dit « L'Oisillon » 86210 Bonneuil-Matours
- Code AIOT : 0007210459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La création de cette déchetterie, courant 2015, visait à remplacer trois déchetteries situées sur les communes d'Archigny, de Bonneuil-Matours et de Vouneuil-sur-Vienne.

Cette déchetterie comprend :

- une aire technique pour trois colonnes d'apport volontaire, à l'extérieur du site : verre / papiers et journaux / vêtements ;

- une aire technique pour la collecte des déchets composée :
  - d'une plate-forme de déchargement située en haut de quai (8 conteneurs) ;
  - d'une zone de stockage en bas de quai (4 conteneurs) ;
  - d'une plate-forme recueillant les déchets verts des usagers, avec une activité de broyage ;
- un local pour le gardien.

### Thèmes de l'inspection :

- Suivi des suites de la visite du 13 novembre 2025

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Consistance installation	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Localisation des risques	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Stockage des huiles	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Vérification périodique	Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.3
7	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de répondre aux faits susceptibles d'entraîner des suites, en particulier concernant : la formation du personnel au risque incendie, la vérification des impacts éventuels liés aux modalités d'organisation, la reprise de l'étanchéité du bassin de rétention ainsi que les actions correctives relatives à la borne à huile. Une visite sera réalisée fin 2026 pour vérifier la mise en œuvre de ces actions et une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »
<b>Constats :</b> <b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b> Pour l'ensemble des déchetteries de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault (CAGC), les responsables désignés sont deux chefs d'équipe. Malgré la formation des agents à la manipulation des déchets diffus spéciaux (Eco-DDS), l'exploitant ne dispose pas sur site des attestations de formation des responsables et des opérateurs. De plus, aucun agent n'a reçu de formation aux risques incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction.  <b><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></b> Le listing des formations réalisées par les deux chefs d'équipe a été transmis à l'inspection par courrier en date du 3 mars 2025. Ce courrier précise qu'une formation sur le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction a fait l'objet d'une demande auprès du service des ressources humaines et qu'une attestation sera transmise dès que les agents auront été formés. Lors de notre visite, il nous a été indiqué que cette formation est programmée pour le début de l'année 2026.  <b><u>Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :</u></b> La formation relative au risque incendie et à la manipulation des moyens d'extinction a été demandée auprès du service des ressources humaines. Lors de notre visite, il nous a été indiqué qu'elle est programmée au printemps 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Former les opérateurs aux consignes liées au risque incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Consistance installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Capacité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les quantités maximales de déchets présentes sur le site ne devront pas dépasser : <ul style="list-style-type: none"><li>• 30 m<sup>3</sup> pour chacun des déchets suivants : le bois, le carton, le tout-venant, la ferraille, les pneus, les plastiques durs, les meubles et la recyclerie, les déchets électroniques (DEEE) ;</li><li>• 17 m<sup>3</sup> de déchets dangereux des ménages (DMS) et batteries.</li><li>• 16 m<sup>3</sup> de déchets d'emballages légers (DEL) ;</li><li>• 10 m<sup>3</sup> pour le polystyrène ;</li><li>• 10 m<sup>3</sup> pour les gravats ;</li></ul>

- 5 m<sup>3</sup> pour les films plastiques ;
- 1 m<sup>3</sup> d'ampoules et néons ;
- 12 kg de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;
- 800 litres d'huiles de vidange ;
- 200 litres de piles ;
- 0,25 m<sup>3</sup> de consommables bureautique ;
- 630 m<sup>3</sup> pour les déchets verts. »

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection constate la présence, en haut de quai, de zones limitées de collecte complémentaires dans le cadre de la collecte des déchets entrant dans les filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) récentes, notamment pour le bricolage, le jardinage, les jouets, ainsi que pour le sport et les loisirs.

L'exploitant signale avoir arrêté la collecte des DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers).

L'inspection rappelle que tout changement dans l'organisation ou l'affectation des bennes ou des zones de collecte doit conduire à une réévaluation de l'étude de danger et des impacts associés.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Un courrier en date du 3 mars 2025 a été transmis à l'inspection. Il précise les nouvelles modalités d'organisation, notamment l'affectation des bennes et des zones de collecte, faisant suite à notre visite du 20 novembre 2024. Ce courrier indique également qu'une étude est en cours, réalisée par le bureau d'études AUSTRAL, afin de nous transmettre les éléments d'appréciation relatifs à l'évaluation des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre cette étude sous un délai de deux mois.

**Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :**

Dans le courrier du 13 mars 2026, l'exploitant précise que, suite au rapport final du bureau d'études AUSTRAL, il lancera, avec les nouveaux élus, des projets d'optimisation sur les différentes déchetteries en 2026 et 2027. Un devis a été demandé au bureau d'études pour établir les porter à connaissance et assurer un accompagnement. Le montant de la prestation ne pouvait pas être intégré au budget 2026. Ces prestations seront donc intégrées au budget 2027.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Nous transmettre, dans les plus brefs délais, le porter à connaissance, complété par les éléments d'appréciation relatifs à l'évolution des impacts et des dangers, ainsi que par les dispositions mises en œuvre pour les limiter, réalisé par le bureau d'études AUSTRAL, conformément aux indications du courrier précité. Le délai mentionné dans ce courrier apparaît incompatible avec une maîtrise des risques liés à la gestion de la collecte mise en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou

*produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.  
Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. »*

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant pour chaque zone de stockage les types et volumes de déchets entreposés ainsi que les risques associés.

Ce plan doit être complété par l'ajout des zones ATEX (Atmosphère Explosible) potentiellement présentes sur le site, ainsi que par tous les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (comme les vannes de sectionnement).

L'inspection constate que la vanne de sectionnement est placée en aval du débourbeur-déshuileur (DSH). En cas de sinistre, il conviendra de faire curer le DSH avant la réouverture de la vanne de sectionnement afin d'éviter toute pollution extérieure.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2024 :**

Un délai supplémentaire a été demandé par courrier en date du 3 mars 2025. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre le plan général complété sous un délai de deux mois.

**Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :**

Le plan transmis lors de la visite ne mentionne ni les volumes de déchets entreposés, ni les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (tels que les vannes de sectionnement).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à jour et compléter le plan général avec les éléments manquants pré-cité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

*Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.*

*Les eaux d'extinction seront canalisées vers le bassin de rétention de 160 m<sup>3</sup> et contenues dans celui-ci. Une vanne manuelle placée en sortie de bassin de rétention, permettra de placer l'ensemble du site sur rétention. »*

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'installation est dotée de :

- un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours en période ouvrée (téléphone mobile) ;
- un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, conformément à l'article 7.1.1 ;
- deux extincteurs ;
- une réserve d'eau (bâche) de 120 mètres cubes destinée à l'extinction incendie ;
- un bassin de rétention de 160 m<sup>3</sup> et une vanne de sectionnement pour collecter les eaux d'extinction d'un incendie.

L'exploitant ne dispose pas de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours qui justifie la conformité des prises de raccordement aux normes en vigueur, permettant ainsi au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

L'inspection est étonnée que le site ne dispose que de deux extincteurs. L'exploitant indique que ce nombre était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale.

L'inspection constate la présence anormale de végétaux dans le fond du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Le poteau incendie bleu, poteau d'aspiration référencé sous le n° 860329016 dans la base PIGMA de la Vienne, indique qu'un débit de 120 m<sup>3</sup> est délivrable. Lors de notre visite, l'exploitant précise que l'entreprise en charge de la vérification annuelle des extincteurs sera missionnée afin d'évaluer les moyens de lutte contre l'incendie. Un devis a été demandé à l'entreprise ORTEC pour la vidange et le curage du bassin de rétention, ainsi que pour le contrôle de son étanchéité. L'intervention est prévue courant décembre 2025.

**Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :**

L'élimination des végétaux et le curage du bassin de rétention ont été réalisés et constatés le jour de notre visite. Des percements et des coupures ponctuelles de la membrane ont été relevés.

L'évaluation des moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Justifier que le nombre d'extincteurs et leur type sont suffisants et adaptés au site ;
- Assurer les réparations afin de garantir l'étanchéité de la bâche du bassin de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Vérification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b></p> <p>Le site compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• deux extincteurs : contrôle réalisé le 23/05/2024 par la SARL DEFMI ;</li> <li>• des détecteurs de fumées : le contrôle des piles est réalisé ponctuellement via le bouton test présent sur les détecteurs néanmoins le déclenchement en présence de fumée de ces dispositifs n'est pas testé ;</li> <li>• installation électrique : contrôle réalisé le 14/12/2024 par la société APAVE.</li> </ul> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u></b></p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel en juin 2025. Il a été noté, à la lecture du courrier du 3 mars 2025, que le contrôle du détecteur de fumée intégrera désormais un test avec générateur de fumée. Un registre des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie doit être mis en place.</p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :</u></b></p> <p>Le registre de vérification des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie a été constaté sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Stockage des huiles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 7 avril 2015, article 8.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des huiles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Stockage des huiles</p> <p><i>Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.</i></p> <p><i>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</i></p> <p><i>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</i></p> <p><i>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. [...] »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :</u></b></p> <p>L'inspection a constaté que les huiles minérales sont collectées dans une borne dédiée, constituée d'une cuve double enveloppe. Cependant, la borne présente plusieurs points critiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• protection insuffisante : le bardage surplombant la borne et sa zone de rétention est insuffisant pour la protéger des intempéries, la rendant vulnérable aux infiltrations d'eau ;</li> <li>• pollution visible : la zone de transvasement et le sol sont souillés par de l'huile usagée ;</li> </ul>



- doutes sur la rétention : l'exploitant affirme que la borne est placée sur une rétention contenant du sable. L'inspection doute de l'étanchéité de cette rétention, car elle n'est pas hors d'eau et n'a jamais débordé, laissant supposer qu'elle n'est pas conçue pour retenir les fuites d'huile.

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Pour faire suite à la transmission en date du 3 mars 2025, il a été noté qu'une étude est en cours de réalisation par le BET AUSTRAL afin d'optimiser les déchetteries. Cette étude prévoit notamment la mise en place d'un dispositif de stockage des huiles à l'abri des intempéries. Les actions correctives seront mises en œuvre en fonction des recommandations émises. Un devis est actuellement en attente de la société ORTEC pour le remplacement du sable du bac, accompagné d'un test d'étanchéité. Lors de notre visite, il a été constaté l'absence d'évolution des constats mentionnés lors de la précédente inspection.

**Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :**

La zone de transvasement et le sol ont été nettoyés. Le sable présent sous la borne a été évacué vers une installation autorisée à accueillir ce type de déchets dangereux. Le BSD relatif à l'évacuation du sable souillé nous a été transmis. Les dispositifs de rétention existants ne permettent pas d'assurer l'étanchéité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Améliorer la protection : Il est nécessaire de placer hors d'eau la borne de collecte des huiles usagées contre les intempéries ;
- Une rétention conforme aux exigences réglementaires est à mettre en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; [...] »

**Constats :**

**Constat suite à la visite en date du 20 novembre 2024 :**

L'inspection constate le registre ne retranscrit pas l'ensemble des éléments attendus, il manque notamment :

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement,
- les unités de la quantité de déchet sortant (tonne ou en m<sup>3</sup>)

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de

traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

**Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :**

Il est à noter l'absence d'indication du tonnage, du code déchet et de l'exutoire concernant les déchets DDS et les batteries, après examen du registre présenté lors de notre visite.

**Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :**

Le registre complété nous a été transmis et n'amène pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite